

Développement régional, dynamiques sociales et territoriales

Chercheurs et leaders paysans engagés dans la recherche–action : une coopération conflictuelle

Réflexion à partir des programmes Cat et Paet en Amazonie brésilienne

Christian Castellanet¹
Gutemberg Guerra²

¹ Pôle Environnement et développement rural,
Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret),
213, rue Lafayette,
75010 Paris
<castellanet@gret.org>

² Núcleo de estudos integrados sobre agricultura familiar (NEAF),
Centro agropecuário,
Universidade federal do Pará,
66075-110 Belém PA
Brésil
<gute@amazon.com.br>

Résumé

Les relations entre chercheurs et leaders paysans dans deux programmes de recherche-action de l'Amazonie brésilienne sont analysées *a posteriori*. En dépit des efforts de dialogue et de concertation et de résultats concrets prometteurs, les conflits ont été nombreux. Cela s'explique par des différences de champs et de stratégies entre les deux groupes qui ont été insuffisamment analysées, plus que par une vision du monde ou des concepts différents. L'information étant source de pouvoir, et en l'absence d'une confiance absolue entre partenaires, ceux-ci n'étaient pas parvenus à construire une transparence suffisante pour expliciter ces divergences par un dialogue « éclairé ». Une alliance de longue durée de ce type suppose en effet non seulement d'identifier des espaces d'intérêts communs mais également de se mettre d'accord sur des règles contraignantes, en particulier quant à la prise de parole publique des chercheurs.

Mots clés : systèmes agraires ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire ; formation.

Abstract

Researchers and farmer leaders in action–research: Conflictual cooperation in Brazilian Amazonia

The relationships between researchers and farmer leaders in two action-research programs in Brazilian Amazonia are analyzed retrospectively. Despite promising concrete results and significant efforts at dialogue to establish a shared vision, there have been numerous conflicts. They can be explained by the differences in the fields of interest and strategies of each groups, insufficiently clarified, rather than by different concepts or world visions. With information a source of power, the partners did not build enough confidence to reach a level of transparency that would allow them to clarify their divergences through “enlightened dialogue”. In conclusion, a long-term alliance of this type implies not only the identification of fields of common interests, but also the establishment of binding rules to limit potential negative interference, concerning, in particular, public comments by researchers.

Key words: farming systems; territory, agricultural land, agricultural and food production policy; training.

Tirés à part : C. Castellanet

Cette réflexion s'appuie sur deux expériences de recherche-action de longue durée associant chercheurs et syndicalistes paysans en Amazonie brésilienne. Ces programmes ont été lancés à partir de la fin des années 1980 dans la zone d'expansion du « front de colonisation agricole » de l'État du Pará. Le Centre agraire du Tocantins (Cat) dans la région de Marabá a été mis en place en 1988, et le Programme agroécologique de la Transamazonienne (Paet) dans la région d'Altamira, a démarré en 1992. Ces deux programmes ont pour objectif la stabilisation de l'agriculture familiale et une meilleure gestion des ressources naturelles, forestières en particulier. La période étudiée s'étend sur une dizaine d'années, de 1991 à 1999 environ. Ces programmes offrent un certain nombre de caractéristiques atypiques par rapport aux pratiques habituelles de la recherche-action en Europe et aux États-Unis [1]. Ils ont été montés dans le cadre de coopérations internationales, impliquant du côté brésilien des syndicats, l'Université et la recherche agronomique brésilienne, et du côté européen diverses institutions de recherche et de formation supérieures¹. Les équipes impliquées ont été formées par de jeunes chercheurs et techniciens, pour la plupart détachés par les institutions qui ont appuyé le projet. Elles ont été localisées « sur le terrain » alors que leurs institutions d'origine ont leurs sièges dans les capitales régionales (Belém), ou nationales. Enfin, ils s'inscrivaient dès le départ dans la durée, autour d'un objectif de long terme et très général, au contraire des projets classiques de recherche-action qui ont des buts spécifiques précis et une durée déterminée, objets d'un contrat précis. Les objectifs spécifiques de la recherche-action y ont été en revanche renégociés pratiquement chaque année. Ces projets se situent donc dans le courant de la recherche-action de type stratégique, au sens de Verspieren [2].

De manière implicite, les promoteurs du programme (côté recherche) ont considéré au départ que le rapprochement

entre « la demande » des syndicalistes et « l'offre » des chercheurs se ferait progressivement, grâce à la renégociation périodique des axes concrets de recherche-action, après évaluation conjointe des résultats et des méthodes employées. Cette renégociation périodique devait également permettre d'arriver progressivement à une bonne compréhension réciproque, en arrivant à un langage commun, et en clarifiant les stratégies réelles des institutions partenaires, afin de mieux identifier les champs de coopération permettant un bénéfice réciproque. Ils se situaient ainsi implicitement dans le paradigme « constructiviste » théorisé par Habermas [3] et Røling [4].

Une démarche de recherche-action fondée sur la négociation et le « dialogue éclairé »

Pour les initiateurs des deux programmes, les producteurs devaient être associés depuis la définition des objectifs de recherche jusqu'à la restitution des résultats et l'analyse de leurs conséquences sur les projets des producteurs [5].

Les chercheurs espéraient que ce type de méthodologie « permettrait de renforcer les dynamiques démocratiques, et la capacité des producteurs à influencer le développement, en élaborant en partenariat avec les chercheurs la connaissance de la réalité, la recherche d'alternatives et la mise en œuvre des solutions. La recherche participative devait agir sur les processus de transformation de la société, en accord avec les producteurs familiaux. Cela supposait l'établissement d'un véritable partenariat avec les producteurs, dans le respect et la confiance mutuelle » [6].

Choix d'une implantation locale des équipes de recherche

Les fondateurs du Cat et du Laboratório agro-ecológico da Transamazônica (Laet) ont dès le départ opté pour la constitution d'équipes permanentes de chercheurs travaillant dans le cadre d'un partenariat

durable avec les organisations des agriculteurs familiaux². Le fait de résider dans les régions concernées (Tocantins et Transamazonienne) et non dans les capitales semblait être une condition importante d'intégration et de suivi des actions de développement. Quant à l'option pour la création d'équipes permanentes, elle se justifiait tant par la nécessaire durée du processus de développement durable, surtout à l'échelle considérée³, que par l'ambition d'intégrer la formation supérieure comme l'une des composantes principales du projet [7].

Choix du partenariat privilégié avec les organisations paysannes

L'établissement d'un partenariat privilégié avec les organisations de producteurs avait comme objectif, dans l'esprit des chercheurs, de permettre d'identifier des axes de recherche et recherche-action, déterminés sur la base des priorités des producteurs (ce qui n'est pas souvent le cas de la recherche académique et thématique). Dans le cadre de la recherche-développement, cette articulation devait permettre de diffuser les résultats à une large échelle et, également, de contribuer à une réflexion commune sur les déterminants socio-économiques et écologiques des stratégies individuelles des producteurs [8].

Méthode de travail

La méthode adoptée a été la suivante : les représentants des agriculteurs et des chercheurs se réunissaient régulièrement (au moins une fois par an en séminaire) pour évaluer les activités de l'année passée, pour définir en commun les axes thématiques de recherche-action à entreprendre, les groupes concernés et les modalités de mise en œuvre. Cette définition résultait de la confrontation entre les demandes des agriculteurs en termes de développement, et de l'« offre » des chercheurs en

² Fata (Fondation agraire du Tocantins Araguaia), regroupant cinq syndicats de travailleurs ruraux (STR) à Marabá, et MPST (Mouvement pour la sauvegarde de la Transamazonienne), structuré autour de 10 STR à Altamira.

³ Le rayon d'action du Paet va de Rurópolis jusqu'à Novo Repartimento, sur un tronçon d'environ 700 kilomètres de Transamazonienne, et réunit 10 *municípios* (communes). Le nombre d'agriculteurs familiaux est évalué entre 30 000 et 40 000 personnes.

¹ L'université fédérale du Pará et l'Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária (Embrapa), coté brésilien ; l'université Antilles-Guyanne, le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), le centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), et l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), coté international.

termes de recherche-action envisageable et de diagnostics de base nécessaires. Dans la pratique, une réflexion de fond sur les programmes de recherche-action a été engagée à travers une série d'ateliers plus restreints avec la direction des organisations paysannes partenaires. L'ensemble des résultats des différents axes thématiques de recherche-action étaient ensuite présentés et évalués lors de la programmation annuelle.

Premiers résultats

Dix ans après le début de cette expérience, des résultats significatifs ont été obtenus. Les syndicalistes peuvent se prévaloir notamment du renforcement de leur image et de la dynamisation de l'organisme syndical. Le partenariat a permis de lancer des débats sur l'importance des cultures permanentes, sur la prise en compte du potentiel mais aussi des risques du développement de l'élevage bovin familial, sur une meilleure valorisation des ressources en bois. Il s'est également concrétisé par la mise en œuvre de plusieurs zonages municipaux participatifs et dans la proposition de création de forêts communautaires et de forêts municipales, deux nouveautés dans l'État du Pará [9]. Des résultats concrets ont été obtenus par les agriculteurs sur plusieurs thèmes techniques, en particulier autour du développement des cultures pérennes (poivre et cacao) et de l'agroforesterie [10]. Dans le domaine de la transformation, industrialisation et commercialisation des produits agricoles, cela a débouché sur la création d'entités de type coopératif, tournées vers le développement, mais conservant une perspective syndicale (coopérative paysanne du Tocantins Araguaia – Cocat). Sur le plan de la formation des jeunes agriculteurs, le lancement des Maisons familiales rurales a été également un succès indéniable.

Difficultés dans la relation chercheurs-syndicalistes

Malgré ces résultats, les relations entre chercheurs et syndicalistes sont restées complexes et souvent conflictuelles, passant par des alternances de collaboration étroite et de séparation des activités. Suite à une enquête directe auprès des princi-

paux intéressés, réalisée en 1996-1997 [11], nous avons tenté d'identifier, à partir de l'analyse des processus de la recherche-action, les causes possibles de ces difficultés persistantes.

Attentes des syndicalistes

Les chercheurs du Laboratório sócio-agronômico do Tocantins-Araguaia (Lasat) ont identifié comme l'un des principaux problèmes de relation entre eux et les syndicalistes paysans le fait que ceux-ci ne formulaient pas de véritables demandes de recherche. Leurs demandes se situaient à trois niveaux :

- la résolution de problèmes ponctuels comme la maladie des volailles ;
- la présentation d'innovations immédiatement applicables, telles que des systèmes agroforestiers « clés en main » ;
- et des questions globales telles que le transport, la santé, le crédit, etc. [12].

Attentes des chercheurs

Les perspectives professionnelles des chercheurs dépendent en partie de leur capacité à publier dans les revues scientifiques, de leur cursus universitaire, mais également de leur capacité à s'associer à des organisations publiques de recherche et d'enseignement, en relation avec les lignes de recherche créées à partir des perceptions et pratiques de chaque groupe scientifique.

De ce fait, il y a souvent un écart entre le discours généreux et engagé des jeunes chercheurs et leur pratique professionnelle. Compte tenu de leurs obligations académiques, ils ont souvent eu des difficultés à assumer des responsabilités et activités de développement plus concrètes, au contact direct des agriculteurs.

Le manque de transparence

Les difficultés de la coopération entre chercheurs et syndicalistes se sont trouvées aggravées par l'absence de transparence dans les échanges d'information.

Des efforts significatifs ont en effet été entrepris à Altamira pour élaborer une stratégie conjointe à partir des intérêts et contraintes des deux parties. Ils ont permis de progresser dans certains domaines, et en particulier de concevoir un ensemble cohérent de thèmes qui devaient être abordés à moyen et long terme pour contribuer au développement durable de la région.

En revanche, ils n'ont pas permis d'identifier clairement l'ensemble des préoccupa-

tions et stratégies des participants, ni de mettre à jour les conflits et critiques latentes, qui n'ont parfois été découverts que tardivement. Si les chercheurs n'ont pas été toujours explicites quant à leurs projets personnels à moyen terme, et quant aux enjeux institutionnels auxquels ils étaient confrontés, les syndicalistes ont pour leur part souvent délibérément dissimulé leur propre stratégie politique, considérée comme confidentielle. Dans la mesure où ils doutaient de la bonne foi, et surtout de la discrétion des chercheurs, il leur paraissait dangereux de la leur communiquer⁴.

En certaines circonstances, il y a eu aussi dissimulation d'informations importantes afin d'amener les chercheurs à faire ce qui était jugé opportun par les dirigeants, dans le cadre de stratégies bien définies. Par exemple, le Laet a été encouragé à appuyer un programme de planification municipale à Uruará, en faisant miroiter la possibilité de décisions novatrices pour la région, alors qu'en sous-main, tous les responsables locaux et régionaux savaient qu'il s'agissait de préparer les élections municipales [13].

Le décalage entre les temps des chercheurs et ceux des agriculteurs

Les chercheurs ont tendance à réaliser la collecte d'informations et à effectuer des analyses qui permettent une compréhension des tendances économiques de la région. La précision et la cohérence de ces informations requièrent une rigueur technique et de la distance, ainsi que des méthodes assez lourdes. Le temps de maturation et d'obtention des résultats des recherches est donc assez long.

Les agriculteurs et syndicalistes se sont fréquemment plaints de l'insuffisance de restitution des résultats. C'est en partie lié à cette différence de rythme. Mais, même lorsqu'il y a eu un effort de restitution de résultats partiels (par exemple, au terme d'une enquête, tous les agriculteurs interrogés et les représentants locaux étaient invités à une présentation/débat des

⁴ La reconquête des syndicats de la région par les leaders actuels s'est organisée à l'époque de la dictature militaire, dans la quasi-clandestinité. Il en reste un culte du secret dans ces organisations, et le souci de toujours « surprendre l'adversaire » (en l'occurrence l'oligarchie des grands propriétaires et commerçants, qui contrôlent la plupart des mairies).

résultats), les agriculteurs ont souvent considéré que le produit de ces enquêtes ne leur apportait rien de bien nouveau, et ils suspectaient souvent que les chercheurs leur cachaient « les véritables résultats ».

Des modèles d'intervention contradictoires

Les syndicalistes attendaient de la recherche des propositions techniques ou économiques concrètes susceptibles d'améliorer la situation économique et sociale des agriculteurs, qui leur permettent, par contrecoup, de renforcer leur propre légitimité de dirigeants syndicaux au niveau local et régional, voire d'accéder à des responsabilités nationales.

Il y a cependant un débat interne au syndicalisme paysan brésilien actuel entre ceux qui considèrent que les agriculteurs doivent d'abord augmenter leur niveau de production et de revenu afin d'être capables de résister aux réductions prévisibles de crédits dans l'avenir, et ceux — pour le moment majoritaires — qui considèrent que l'important, y compris en matière de crédit, « c'est d'en distribuer le maximum, on pourra toujours négocier un moratoire si on n'arrive pas à rembourser, comme le font les grands producteurs » (*sic*!).

En général, les chercheurs ont eu tendance à défendre la première option, que ce soit par idéal politique (permettre l'autodéveloppement, compter sur ses propres forces), ou simplement par réalisme, considérant que les gouvernements brésiliens actuels et futurs ne pourront guère résister à la vague de libéralisme ambiant et devront réduire les déficits publics. Ils réagissaient négativement en particulier, lorsqu'on leur demandait de cautionner, voire de rédiger des projets dont la viabilité économique et sociale leur paraissait douteuse.

Les syndicalistes de la région souhaitaient des programmes de grande ampleur qui toucheraient le maximum d'agriculteurs dans le délai le plus bref possible. Les chercheurs, pour leur part, préféraient travailler sur de petits projets expérimentaux qui pourraient s'étendre progressivement. Sur le plan philosophique, ils le justifiaient par l'idée que toute intervention doit être testée avant d'être généralisée, et par rejet de l'illusion technocratique qui caractérise la plupart des « grands projets ».

Dans ce contexte, les chercheurs sont souvent apparus comme des gêneurs qui

critiquaient la plupart des projets élaborés par les syndicalistes et les responsables politiques. Lorsqu'ils proposaient des alternatives, en matière de crédit en particulier, elles impliquaient souvent des efforts supplémentaires de formation, de discussion, et une approche moins massive et plus progressive, allant à l'encontre des intérêts immédiats des représentants et élus locaux soumis à la pression de la base.

Le risque de déstabilisation des organisations paysannes

La collaboration étroite des chercheurs avec les organisations paysannes implique, du point de vue des dirigeants de ces organisations, un risque important de déstabilisation interne et de concurrence autour de la direction.

En effet, dans le travail quotidien, les chercheurs acquièrent une connaissance approfondie de l'organisation à tous ses niveaux (depuis la cellule syndicale de base jusqu'aux représentations nationales), de ses forces et faiblesses, de ses conflits internes, et développent un réseau de connaissances personnelles avec les leaders intermédiaires.

Forts de leur prestige, de leur capacité à s'exprimer en public, et de l'estime qu'ils ont pu gagner sur le terrain lorsqu'ils ont obtenus des résultats concrets chez les agriculteurs, les chercheurs ont dès lors un pouvoir d'influence non négligeable dans les organisations. C'est particulièrement net lorsqu'ils participent à des réunions importantes, assemblées générales, réunions de direction ou séminaires organisés conjointement.

Consciemment ou non, l'expression de certaines critiques ou suggestions concernant les choix stratégiques des organisations en matière de développement rural a sans doute déstabilisé tel ou tel dirigeant ayant défendu cette option. Cela a été très net dans la discussion sur les modalités d'accès au crédit, par exemple. En réaction, et dans un souci de conserver leur « hégémonie » sur leurs organisations (*sic*!), les dirigeants ont donc progressivement écarté les chercheurs de leur fonctionnement interne et de leurs instances dirigeantes. Cette attitude est d'autant plus compréhensible qu'il y a eu de nombreux exemples au Brésil où de jeunes intellectuels activistes, professeurs ou techniciens, après avoir appuyé l'organisation de groupes ruraux défavorisés, ont dans un second temps utilisé leur

prestige pour se propulser sur le plan politique.

Une conception hégémonique de la recherche

À Altamira, les syndicalistes interviewés s'exprimaient comme si le corps des chercheurs devait être pratiquement un outil susceptible d'être manipulé pour satisfaire leurs demandes. Le MPST a d'ailleurs proposé à l'équipe de recherche de s'intégrer au sein du mouvement (en tant que « service technique ») pour devenir l'une de ses composantes. L'intervention des chercheurs dans la politique devrait, de leur point de vue, être interdite de façon à éviter les problèmes internes au paysan- nat, ou pour ne pas influencer les tendances politiques en conflit au sein du MPST.

Le champ du conflit

Il y a donc eu des tentatives d'instrumentalisation réciproque : d'un côté, les syndicalistes souhaitaient mettre les chercheurs au service de leurs stratégies politiques, tandis que de l'autre, les chercheurs considéraient le syndicat comme objet de recherche et comme moyen de faciliter l'accès au terrain et de socialiser les informations et débats produits par la recherche-action. Quels étaient les moyens de pression dont chaque partie disposait dans ce « bras de fer », lorsqu'on n'arrivait pas à un équilibre par la négociation ?

Les syndicats ne sont pas suffisamment armés pour que leurs critiques condamnent les chercheurs à l'exclusion de l'univers paysan, bien que leurs effets soient considérables. Ils peuvent certainement rendre plus difficile l'accès au « terrain », mais l'expérience a montré qu'ils ne pouvaient empêcher l'établissement de relations directes entre techniciens et agriculteurs, surtout lorsque cette relation s'établissait autour d'un thème technique intéressant les agriculteurs. En revanche, un conflit ouvert fragiliserait les équipes de recherche-action dans leurs relations avec les autres institutions de recherche, dans la mesure où il prouverait la fragilité de l'option méthodologique adoptée au démarrage de ces programmes, concernant le partenariat avec les organisations paysannes.

Une stratégie de monopole des relations avec l'État

Les syndicats ont développé à une certaine période une stratégie assez efficace

d'isolement des chercheurs en monopolisant les relations avec les pouvoirs publics et avec les hommes politiques. Ils ont pu y réussir avec d'autant plus de facilité que les équipes se sont trouvées piégées par leur localisation sur le terrain, car beaucoup de débats importants et de décisions ont lieu à Belém ou à Brasília, hors de leur portée, alors que les syndicalistes ont développé une stratégie efficace de représentation au niveau de l'État (*via* la Fetagri, Fédération des travailleurs ruraux de l'agriculture du Pará) et même au niveau national (*via* la Contag, Confédération nationale des travailleurs agricoles). Les équipes de recherche se sont trouvées également marginalisées sur le plan local, de manière paradoxale, par l'image d'engagement politique « de gauche » qu'elles avaient acquises du fait de leur partenariat avec les organisations paysannes, ce qui leur a fermé les portes des élus locaux majoritairement de droite.

La concurrence pour les financements

L'accès aux financements publics et internationaux a fait l'objet d'une forte compétition entre les organisations paysannes et les équipes de recherche-action. Les mouvements paysans dépendent en grande partie de ces ressources externes pour leur fonctionnement, mais comptent également sur elles pour élargir leur base et gagner en popularité. Les équipes de recherche-action dépendent également des ressources externes pour l'essentiel, même si une partie de leur fonctionnement est assuré par l'Université et l'Embrapa. Les deux faisaient donc souvent appel aux mêmes bailleurs. Tout cela a contribué à aggraver les conflits entre organisations paysannes (OP) et équipes de recherche-action (RA).

Conclusion

On peut mettre en évidence les difficultés entre chercheurs et scientifiques à travers deux types de comportement conditionnés par un champ, au sens de Bourdieu [14]. Les syndicalistes s'identifient selon des critères du champ politique à la

défense d'une catégorie sociale large mais définie à partir de critères de classe sociale. Leur militantisme syndical est défini en termes d'alliances tactiques et ils cherchent à orienter les résultats de leur action de façon à favoriser leurs alliés et à développer leur base.

Les chercheurs, pour leur part, et quel que soit leur engagement politique, doivent obtenir leur reconnaissance dans le champ scientifique, ce qui suppose des productions scientifiques reconnues, et donc, des types d'interventions compatibles avec cet objectif professionnel.

L'existence de champs d'intérêts et de conceptions du développement et du rôle des chercheurs également diverses a rendu difficile l'élaboration d'une alliance équilibrée, où chacun profite du partenaire sans le menacer. On peut conclure rétrospectivement que les conditions du « dialogue éclairé », de l'« agir communicationnel » prônés par Habermas n'étaient pas remplies, bien qu'au fil des années chercheurs et syndicalistes aient acquis un véritable langage commun. Sur le plan épistémologique, l'élaboration d'une stratégie conjointe entre deux groupes sociaux très différents, requiert beaucoup plus que la mise en place de lieux de dialogue et de négociation et la définition d'objectifs partagés.

Il nous semble cependant qu'il est possible d'arriver à un équilibre négocié dans cette relation, à partir de l'identification rigoureuse de champs d'intérêts communs bien définis, et par contraste, de champs réservés où chaque partenaire préserve sa suprématie et demande instamment à l'autre de minimiser ses interférences. On peut aujourd'hui, à la lumière de l'expérience, imaginer les règles qui permettraient de minimiser les zones de friction et compétition, et de maximiser les zones de coopération et d'intérêt mutuel. Cela passerait notamment dans le cas présent par une négociation sur le contrôle des chercheurs, qui devront accepter certaines règles déontologiques, en particulier de ne pas s'impliquer dans la politique interne des organisations, et de respecter une obligation de confidentialité pour un certain nombre d'informations considérées comme stratégiques par les organisations de producteurs. ■

Références

1. Liu M. *Fondements et pratiques de la recherche-action*. Paris : L'Harmattan, 1997 ; 351 p.
2. Verspieren MR. *Recherche-action de types stratégique et science(s) de l'éducation*. Bruxelles : Contradictions ; L'harmattan, 1990 ; 396 p.
3. Habermas J. *Theory of Communicative Action. I. : Reason and the Rationalization of Society*. Boston : Beacon Press, 1984 ; 402 p.
4. Roling N. Towards an interactive agricultural science. *Eur J Agr Educ* 1996 ; 2-4 : 35-48.
5. Rhoades RE, Booth R. Farmer-Back-to-Farmer : A model for Generating acceptable technology. *Agric Adm* 1982 ; 11 : 127-37.
6. Castellanet C, Alves J, David B. A parceria entre organizações de produtores e equipe de pesquisadores. *Agricultura Familiar* 1996 ; 1 : 139-61.
7. Albaladejo C, Simões A, Veiga I, Baré JF. De nouvelles compétences pour les cadres du développement rural en Amazonie. *Cah Agric* 2005 ; 14 : 116-20.
8. Merrill Sands D, Collion MH. Making the farmers voice count : issues and opportunities for promoting farmer-responsive research. *J for Farming System Research-Extension* 1993 ; 4 : 139-61.
9. Cunha Dos Santos M, Salgado I. L'aménagement forestier : potentialités et limites en Amazonie Brésilienne. In : *Conservation de la Nature et Développement - l'intégration impossible?* Paris : Karthala ; Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), 2003 : 143-64.
10. Sablayrolles P, Rocha C, eds. *Desenvolvimento Sustentável da Agricultura Familiar na Transamazônica*. Belém (Brésil) : Afatra ; Laboratório agro-ecológico da Transamazônica (Laet), 2003 ; 271 p + annexes.
11. Guerra GAD. *Chercheurs et syndicalistes pour un autre développement rural. L'expérience d'une recherche-action dans l'Etat du Pará-Brésil*. Thèse de doctorat, Écoles des hautes études en sciences sociales, Paris, 1999.
12. Muchagata MG, de Reynal V, Veiga JR. *La construction du dialogue chercheurs et paysans à travers l'expérience du CAT*. Résumé de recherche, travail présenté au 13e Symposium international « Recherche système en Agriculture et Développement rural », Montpellier, 21-25 novembre 1994 : 9.
13. Castellanet C, Rocha C, Salgado I. L'utilisation de la plate-forme de négociation entre les différents usagers des ressources naturelles : le cas du travail du PAET avec les municipalités du front pionnier amazonien. (Pará - Brésil). In : *Vivre avec la forêt*. Paris : Union mondiale pour la nature (UICN) ; Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), 2002 : 113-20.
14. Bourdieu P. *Quelques propriétés de champs. Questions de sociologie*. Paris : Éditions de Minuit, 1980 : 113-20.